129e ANNÉE — N° 108 — 10 centimes le Numéro — DANS TOUTE LA FRANCE — Le Numéro 10 centimes — N° 108 — 129e ANNEE

MERCREDI 18 AVRIL 1917

PRIX DE L'ABONNEMENT

	3 MOIS	6 MOIS	1 AN
France, Colonies et Alsace-Lorraine.....	10 fr.	20 fr.	40 fr.
Étranger.....	16 fr.	32 fr.	64 fr.

On s'abonne, en Province et à l'Étranger, dans tous les Bureaux de Poste.

Les Abonnements partent du 1er et du 16 de chaque mois.

JOURNAL DES DÉBATS
POLITIQUES ET LITTÉRAIRES.

MERCREDI 18 AVRIL 1917

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois
PARIS — Ier

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : DÉBATS-PARIS
TÉLÉPHONE, 3 Lignes : GUTENBERG 03,00 — 03,01 — 03,02

Les Annonces sont reçues directement AUX BUREAUX DU JOURNAL

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

SOMMAIRE

La Bataille de Craonne.
Ce que pense la France.
Une Injustice.
Croquis de Noyon : *Poules et peaux*. — Z.
L'Intervention américaine.
La Nouvelle Russie.
La Crise espagnole. — AL. M.
Au Reichstag : *Déclaration de l'« Union du travail »*.
Les Atrocités allemandes.
Exposition de la Fraternité des Artistes. — ANDRÉ MICHEL.
Les Conseils généraux.
Petite-Abeille — [17] — JASSINSKY.

LA BATAILLE DE CRAONNE

Le 9 avril, les armées britanniques attaquant des deux côtés d'Arras, enlevaient les positions ennemies sur un arc de cercle qui, sans cesse élargi, s'étend maintenant de Lens au Cojeul. — Pendant ce temps, le canon tonnait entre Soissons et Reims. Depuis plusieurs jours, les communiqués allemands annonçaient une violente préparation d'artillerie. Depuis deux jours, les communiqués français signalaient que nos reconnaissances, abordant les tranchées ennemies, les trouvaient bouleversées. Le 15, elles avaient ramené du matériel. Enfin, le 16 avril, l'assaut était donné sur un front de 40 kilomètres, et il a emporté la première position ennemie et une partie de la seconde. Comme en septembre 1915, les Alliés prennent l'un et l'autre flanc de la ligne allemande, en Artois et en Champagne, et conjuguent leurs efforts.

Le front d'attaque s'étend du Nord-Ouest au Sud-Est, de Soissons à Reims. Quelle était, dans cette région, la configuration des lignes?

Un premier secteur est formé entre Soissons et Craonne par la lisière des grands plateaux du Soissonnais tombant sur l'Aisne par une falaise calcaire, qui repose elle-même sur un talus de sable; de sorte qu'entre le sommet du plateau et la rivière qui coule à son pied, il y a pour ainsi dire deux étages : un étage supérieur formé de ce beau calcaire blanc où des carrières ouvrent des abris presque inviolables; un étage inférieur où les pentes plus douces du sable se couvrent de bois légers et de verdures claires. On se dispute cette falaise depuis l'automne de 1914. D'une façon générale, on peut dire que les Allemands en occupaient le sommet, tandis que les Français tenaient les pentes inférieures et les passages de la rivière.

Du côté de l'Est, le plateau se démembre, s'effile et finit par tomber à pic sur la plaine de Champagne; l'un de ces promontoires, celui par lequel passait précisément le front, était particulièrement mince et relié à la masse du plateau par un isthme très étroit, l'isthme de Heurtebise. Ce cap aigu, projeté au-dessus de la Champagne qu'il domine comme la pointe de la Chèvre domine la rade de Brest, c'est le plateau de Craonne, témoin de la bataille de 1914. Seulement, en 1914, les fronts étaient Nord-Sud et les Français attaquaient d'Est et Ouest; aujourd'hui les fronts étaient Est-Ouest et les Français attaquaient du Sud au Nord.

Juste à la pointe est de ce promontoire, sur un palier, observant au loin la plaine, est posée la ville de Craonne. Les Allemands y appuyaient leur première position. De là le front ennemi descendait en Champagne, courant au Sud-Est, vers la Ville-aux-Bois. De Craonne à la Ville-aux-Bois, l'intervalle était d'une lieue. La courtine qui le barrait était renforcée par deux ouvrages, le bastion du Bois-Chevreux, près de Craonne, la redoute de la Plaine, près de la Ville-aux-Bois.

La Ville-aux-Bois est masquée, du côté du Sud-Ouest, c'est-à-dire face aux Français, par une butte qui porte un bois. L'ennemi, comme on peut le penser, s'était fortifié sur cette butte. De là le front courait à l'Est, croisant la route de Laon à Reims à la ferme du Choléra, qui était aux Allemands, et atteignait enfin l'Aisne à Berry-au-Bac, qui était à nous.

De Berry-au-Bac un canal se détache de l'Aisne et forme une ligne de défense tendue entre l'Aisne et la Vesle, entre Berry-au-Bac et Reims. Cette ligne était elle-même divisée. Dans la partie nord, elle était aux Français qui occupaient la rive est, en avant de la Neuville et du Godat. Mais à partir du ruisseau de Loivre, ils repassaient le canal et laissaient aux Allemands Loivre et Courcy, positions avancées sur la rive ouest par où l'ennemi couvrait la butte où s'élève le fort de Brimont. — Au sud de Courcy, le canal tourne au Sud et les lignes le repassaient de nouveau, les Français couvrant le nord-est de Reims par Bétheny, où les adversaires étaient face à face.

En somme, le champ de bataille se décompose en trois secteurs : à gauche (vu du côté français), les plateaux du Soissonnais; au centre, la plaine champenoise; à droite, le secteur du canal terminé par les hauteurs isolées de l'est de Reims, élevées sur la Champagne comme des îles sur la mer, et au pouvoir de l'ennemi. Ces hauteurs à droite, celles de Soissons à Craonne à gauche, encadrent donc le champ de bataille, étendu entre ces deux piliers sur la vaste plaine champenoise; au milieu, comme pour soutenir la courtine tendue entre ces deux extrémités, la butte de la Ville-aux-Bois émergeait de l'étendue plate. Telle était la première position allemande.

En arrière, la nature a dessiné une seconde position derrière le secteur droit (vu de notre côté) : c'est la ligne de la Suippe. Juste derrière le centre, à 4 kilomètres dans le nord-est de la Ville-aux-Bois, se trouve également un barrage défensif, formé par un coude de la Miette, où s'appuient les villages de Juvincourt, et, à 1,500 mètres au Nord, de Damary. Plus à gauche, entre Juvincourt et le pied des plateaux du Soissonnais, les Allemands ne trouvaient pas pour leur seconde position de point d'appui naturel et continu; mais il est évident que le village de Corbeny, juste à l'endroit où la route de Reims à Laon s'engage dans la falaise du Soissonnais, est un point important.

L'attaque d'hier a enlevé sur la gauche la première position. L'étroit promontoire qui comme nous l'avons vu, termine en s'allongeant vers l'Est les plateaux du Soissonnais, attaqué du Sud, a été emporté; et les Français sont signalée sur son revers nord, à Courcy et à Ailles. — Au centre, dans la région de la Ville-aux-Bois, non seulement la première position a été enlevée, mais la seconde a été prise au sud de Juvincourt.

Enfin, à l'extrême droite de l'action, toute la première position qui couvrait Brimont a été prise

les Français ont atteint entre ces deux points la rive du canal; à la gauche, ils sont même allés plus loin, et ont poussé

jusqu'aux lisières de Berméricourt. Le massif de Brimont se trouve ainsi encadré du Nord-Ouest, de l'Ouest et du Sud.

C'est un très beau succès et qui permet d'attendre l'avenir avec la plus juste espérance. En somme, quatre batailles se développent en ce moment sur le sol français et forment par leur ensemble un front de combat de plus de 150 kilomètres : une bataille d'Arras, entre Lens et le Cojeul; une bataille de Saint-Quentin, entre le Cojeul et l'Oise; une bataille de Laon, entre l'Oise et l'Aisne; une bataille de Craonne, entre Soissons et Reims. Cet immense front forme un dessin concave autour de l'ennemi, et l'intensité maxima est aux deux ailes.

Ce que pense la France. — La session des Conseils généraux a permis, une fois de plus, à l'esprit public de se manifester avec une unanimité que les épreuves du début n'ont pu entamer et que l'aube de la victoire rend chaque jour plus confiante. Les assemblées départementales n'aiment ni le panache ni les phrases : elles sont habituées à traiter des questions pratiques avec le sang-froid et le bon sens qui leur conviennent. Si leurs présidents sont tous d'accord pour exprimer la même résolution de continuer notre plein effort jusqu'à la paix victorieuse et durable, c'est que le pays tout entier comprend et accepte cette dure mais salutaire nécessité. L'entrée des Etats-Unis dans la lutte mondiale des peuples libres contre la dernière citadelle du vieil esprit militaire, féodal et autocratique, n'est pas seulement une suprême garantie du succès, c'est aussi la suprême consécration du caractère élevé et généreux de cette guerre sans précédent, d'où la société des nations civilisées va sortir déchirée mais épurée en vue d'un avenir plus fraternel. La joie avec laquelle l'opinion française a salué l'entrée en ligne des Etats-Unis n'est pas vulgairement égoïste et utilitaire. Sans doute, nous sommes on ne peut plus heureux du puissant concours matériel qui nous est acquis, mais nous sommes surtout très fiers d'avoir mérité l'adhésion morale dont ce concours matériel est la suite. Nos amis d'Amérique sentent parfaitement cette nuance de sentiment, et les diverses déclarations de M. Wilson l'ont merveilleusement traduite. C'est tout cela, c'est la conscience d'être dans la bonne voie et d'y être en bonne compagnie, qui entoure ce début de notre troisième printemps de guerre d'une atmosphère réconfortante que les gaz asphyxiants de l'ennemi ne sauraient troubler. En dépit des giboulées, nous sommes, dans tous les sens du mot, en germinal, et floréal va s'ouvrir.

Une injustice. — La *France Militaire* vient de publier deux articles où elle signale une illégalité commise au détriment d'un nombre considérable d'officiers, mobilisés au cours de la guerre après avoir été précédemment mis à la retraite. D'après un décret du 12 août 1914, si ces officiers jouissent d'une solde militaire annuelle, il leur est interdit de cumuler avec cette solde la pension de retraite qu'ils touchaient avant d'être mobilisés. L'interdiction résulterait, suivant le texte du décret, d'une loi du 28 fructidor an VII qui défend le cumul d'une solde militaire et d'une pension militaire. Mais la *France Militaire* fait observer que le rédacteur du décret du 12 août 1914 s'est trompé en considérant la loi de l'an VII comme encore en vigueur. Cette loi, dit-elle, a cessé d'exister depuis longtemps; elle a été abrogée par l'article 37 de la loi du 11 avril 1831 sur les pensions militaires; par conséquent, en décidant que l'interdiction du cumul résultant de la loi du Directoire continuerait de s'appliquer aux officiers jouissant d'une solde d'activité mensuelle, le décret de 1914 a ressuscité un texte mort depuis quatre-vingt-trois ans, ce qu'il n'avait pas le droit de faire. Le raisonnement nous semble fort juste. Il est d'autant plus digne d'être pris en considération que les pensions militaires ne sont pas un simple subside accordé gracieusement par l'Etat, mais que, comme pour les pensions civiles, le fonds destiné à les servir a été fourni en partie par des prélèvements faits sur la solde des officiers. L'abus signalé par la *France Militaire* serait encore plus criant si, ainsi que l'affirme notre confrère, une décision prise en février 1915 par les ministres de la guerre et des finances avait autorisé les membres du Parlement jouissant d'une pension militaire et servant aux armées à continuer de toucher cette pension cumulée avec la solde d'activité de leur grade. On n'aperçoit pas bien la raison d'être d'un pareil privilège.

CROQUIS DE NOYON

Poules et peaux

En entrant à Noyon nos troupes y ont encore trouvé un certain nombre d'affiches qui témoignent que, si la vie n'y était pas facile pour la population, l'envahisseur lui-même avait désappris depuis longtemps les plaisirs que donne l'abondance. Dès le 11 février 1916, une *Bekanntmachung* de la *Kommandantur* enjoignait aux communes de fournir chaque jour, à titre de contribution, un œuf par dix poules. Qu'elles pondissent ou non, la contribution restait obligatoire; la Kommandantur n'admettait pas d'excuse. C'était l'affaire du propriétaire d'inculquer à ses poules la discipline allemande et de les décider à payer de leur personne; quelle que fût la saison.

Le contingent de la ville de Noyon était fixé par jour à 120 œufs, qui devaient être recueillis par les soins de la mairie. 120 œufs, à dix poules par œuf, cela suppose que la Kommandantur estimait à 1,200 le nombre des pondeuses noyonnaises. C'est beaucoup pour l'intérieur d'une ville où l'on ne pratique guère l'élevage de la volaille, où les règlements de la police et les préceptes de l'hygiène s'accordent au contraire à le décourager. Mais le cheptel citadin une fois établi, l'autorité allemande ne souffrait pas de réplique : au maire de remplir son office de « coquassier ».

Interdiction de vendre les œufs plus de 15 pfennigs la pièce; interdiction de tuer les poules sans l'autorisation de la Kommandantur. « Ceux qui vendront leurs œufs à un prix plus élevé ou qui refuseront d'en vendre, également ceux qui tueront des poules sans être autorisés seront punis d'une amende de 150 marks ou de deux semaines de prison. »

A mesure que la disette augmente, les exigences s'accroissent et les prix diminuent. Une affiche du 20 avril 1916 décide qu'à partir du 1er mai « le nombre des œufs à fournier (*sic*), qui était d'un œuf par 10 poules, sera porté à deux, et le contingent de la ville à 240 au lieu de 120, chiffre actuel. Le prix de l'œuf, qui était de 15 pfennigs, est abaissé à 10. Les personnes qui refuseront de fournir les œufs que leur impose le nombre de leurs poules s'exposeront à voir leurs volailles réquisitionnées ».

Aux termes de ce même arrêté, « les peaux de toutes sortes : cheval, vache, lièvre, lapin, etc., qui sont chez les particuliers, devront être remises de onze heures à midi — heure allemande — à la maison Rouge, place de l'Hôtel-de-Ville ». Le cuir devient aussi rare que les vivres; de la poule aux peaux, comme disait Henri IV, tout est réglementé.

Nos lecteurs pourront voir, dans les bureaux du *Journal des Débats*, d'autres affiches allemandes. L'une d'elles vient de Lille. « En vertu de mon arrêté du 27 octobre 1916, Vb N° 32,313, dit le *Generalquartiermeister* Hahndorff, sont remis à l'administration d'un séquestre : 1° les succursales du Crédit lyonnais; 2° le Crédit du Nord à Lille ainsi que ses succursales en pays occupé; 3° Verley, Decroix et Cie à Lille, ainsi que ses succursales; 4° Scalbert à Lille; 5° J. Joire à Tourcoing, avec ses succursales à Lille. » L'administration de chacune de ces banques est confiée à un lieutenant ou *oberleutnant*.

Une affiche datée de Folembray 19 juin 1915 et signée du général commandant en chef J. Fabeck fait connaître les peines édictées contre quiconque communiquera avec la France non envahie ou avec l'étranger. Pour ceux qui remettraient à un tiers des lettres ou écrits quelconques, prison de 2 à 5 ans; en cas de circonstances atténuantes, amende de 100 à 5,000 marks. Aux porteurs ou expéditeurs de ces lettres, travaux forcés d'au moins 5 ans ou peine de mort. A ceux qui essayeraient d'établir une communication optique ou acoustique avec les troupes françaises ou avec leurs alliés, travaux forcés de 5 ans ou peine de mort. A ceux qui seraient en possession ou auraient connaissance d'un appareil de télégraphie aérienne et ne l'auraient pas déclaré dans les vingt-quatre heures, prison de 2 à 5 ans, amende de 100 à 5,000 marks. Dans le cas d'une installation souterraine ou d'une installation de télégraphie ou de téléphonie sans fil, travaux forcés d'au moins 5 ans ou peine de mort, avec amende de 5,000 à 100,000 marks.

La dernière affiche, plus bénigne, annonce un *Lieder Abend*, un concert de chansons qui sera donnée au *Stadttheater* de Noyon, par la *Schwester Agnes aus Saint-Quentin*. Infirmerie et café-concert. La sœur Agnes chante la romance.

Z.

LA GUERRE

COMMUNIQUÉ FRANÇAIS

16 avril, 11 heures soir.

Entre Saint-Quentin et l'Oise, continuation de la lutte d'artillerie au cours de la journée.

Au sud de l'Oise, nous avons réalisé de nouveaux progrès sur le plateau à l'est de la ligne Barisis-Quincy-Basse.

Entre Soissons et Reims, après une préparation d'artillerie qui a duré plusieurs jours, nous avons attaqué ce matin les lignes allemandes sur une étendue de 40 kilomètres environ.

La bataille a été acharnée sur tout le front où l'ennemi avait groupé des forces importantes et une nombreuse artillerie.

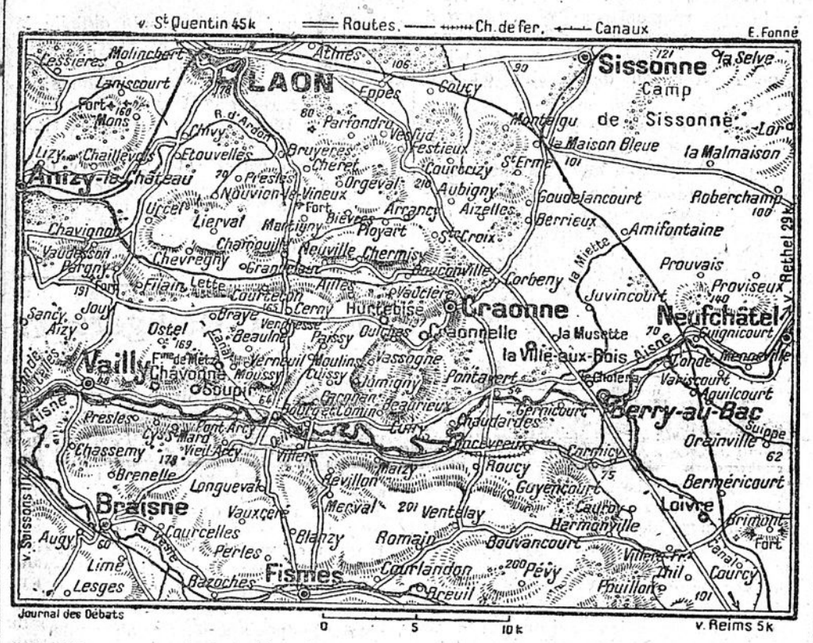
Partout la vaillance de nos troupes a eu raison de l'énergique défense de l'adversaire.

Entre Soissons et Craonne, toute la première position allemande est tombée en notre pouvoir.

A l'est de Craonne, nos troupes ont enlevé la deuxième position ennemie au sud de Juvincourt. Plus au sud, nous avons porté notre ligne jusqu'aux lisières ouest de Berméricourt et jusqu'au canal de l'Aisne, de Loivre à Courcy.

De violentes contre-attaques déclenchées à plusieurs reprises au nord de la Ville-au-Bois ont été brisées par nos feux avec des pertes considérables pour l'ennemi.

Le chiffre des prisonniers faits par nous et jusqu'à présent dénombré dépasse 10,000. Nous avons également capturé un matériel important non encore recensé.



En Champagne, la lutte d'artillerie s'est poursuivie activement au cours de la journée en divers secteurs.

Canonnade intermittente sur le reste du front.

COMMUNIQUÉ BRITANNIQUE

16 avril, 11 h. 10 soir.

Le total des prisonniers faits par nous depuis le matin du 9 courant dépasse actuellement 14,000. Le matériel comprend 194 canons.

Aucun événement important à signaler dans la journée.

Il a plu de nouveau très fortement tout l'après-midi.

ARMÉE D'ORIENT

15 avril.

L'artillerie s'est montrée particulièrement active de part et d'autre sur le front serbe à l'ouest de la Cerna.

Un coup de main tenté par l'ennemi sur un de nos postes dans la boucle de la Cerna a été repoussé.

COMMUNIQUÉ BELGE

Sur tout le front de l'armée belge, les actions d'artillerie se sont poursuivies au cours de la journée du 16 avril.

AU REICHSTAG

Déclaration de « l'Union du travail »

On se rapp elle qu'à la dernière séance que le Reichstag a tenue avant les vacances de Pâques, le 29 mars, les membres de l'Union socialiste du travail, Haase, Ledebour et Bernstein, ont pris la parole pour combattre la politique du chancelier.

M. Bernstein, en particulier, a donné lecture d'une déclaration dont l'*Humanité* reproduit la traduction. Il ne faut pas, cependant, attacher une importance trop grande aux opinions de l'extrême gauche socialiste allemande qui ne représente dans l'ensemble de l'opinion d'outre-Rhin qu'une infime minorité.

Ces réserves faites, voici cette déclaration :

La guerre qui meurtrit l'Europe émane de la politique des armements permanents, politique que notre parti a toujours dénoncée comme dangereuse pour la paix et qu'il a combattue avec énergie, quoique en vain, pendant que le gouvernement de l'empire en était un des principaux représentants. En même temps, le gouvernement de l'empire a opposé plus qu'aucune autre grande puissance de l'Europe la résistance la plus opiniâtre à l'essai fait aux Conférences de la Haye pour développer le système des cours d'arbitrage internationales pour la liquidation des conflits entre les nations. Ce n'est un secret pour personne que le gouvernement a ainsi provoqué, dans le monde entier, la méfiance de la démocratie contre l'empire allemand (le président rappelle l'orateur à l'ordre). Il a travaillé de cette façon au profit des politiciens d'excitation impérialiste dans les pays adversaires.

Le chancelier lui-même en a fait l'aveu, en ce qui concerne le fond, dans son discours du 9 novembre de l'année passée. Il a promis, à ce sujet, que la politique impériale se modifierait favorablement. Mais cette déclaration a eu le même sort que tant d'autres. Quiconque avait cru pouvoir en tirer la conclusion que le gouvernement allemand observerait dorénavant une attitude conforme à ces déclarations, dont le résultat devait être de transformer la méfiance des peuples en confiance, a été lourdement déçu dans ses espoirs. L'esprit de militarisme qui domine chez nous ne l'a pas permis. Au contraire, on a très sérieusement aggravé cette méfiance en prenant, dans les régions occupées, des mesures qui sont en contradiction violente avec les règles du droit des peuples, de même que par la façon dont on mène la guerre sous-marine à outrance.

On a augmenté le nombre déjà bien important des ennemis de l'empire allemand. On a surtout poussé la grande République des Etats-Unis d'Amérique à prendre rang parmi nos adversaires et à tourner contre notre pays ses moyens et son influence, considérable dans l'hémisphère occidentale.

On a poussé les choses à ce point que le mécontentement provoqué par l'attitude de l'Allemagne a atteint, même dans ceux des pays qui sont jusqu'ici restés encore neutres, un degré tel qu'il ne peut plus être dépassé sans se transformer en hostilité directe.

L'offre de paix du 12 décembre de l'année passée est restée sans effet et devait rester forcément sans effet, même sur ceux des éléments de l'étranger qui sont éloignés de toute tendance impérialiste et annexionniste, et qui n'ont pas de désir plus ardent que d'arriver aussitôt que possible à une paix bonne et sincère avec le peuple allemand. Elle a été, en effet, présentée au monde simultanément avec des manifestations militaires que les peuples ne supportent pas.

L'esprit de militarisme, tel qu'il se manifeste chez nous, avec une force toujours plus décisive, dominant la presse, étouffant toute parole, a empoisonné tous les efforts faits pour arriver à une entente avec les peuples.

Ainsi les nations, et surtout notre propre peuple, sont menées toujours plus près de la ruine; les charges deviennent toujours plus écrasantes, les pertes toujours plus lourdes et les chances d'une bonne paix pour notre peuple s'affaibliront de plus en plus tant que ce système règnera.

En face de ces faits, la socialdémocratie ne peut remplir son devoir de parti de paix entre les peuples que si elle tire entre sa politique et la politique de ceux qui se sont donnés au militarisme une ligne de démarcation aussi forte et aussi visible pour tous que possible. Seulement ainsi elle pourra reconquérir, au moins pour la démocratie ouvrière, la confiance dont elle jouissait, avant la guerre, chez les démocrates de tous les pays, au plus grand bénéfice du peuple allemand.

Nous, groupe de l'Union du travail socialdémocrate, nous sommes sûrs que nous rendons à notre peuple le plus grand service qui puisse lui être rendu dans cette période difficile, en montrant aux peuples du dehors qu'il y a au moins un parti qui lutte, en Allemagne, qui s'oppose, après comme avant, irréconciliablement, à l'esprit du militarisme et qui ne faillira pas dans la lutte contre lui tant qu'il n'aura pas été, chez nous et partout, abattu.

C'est dans cette conviction que nous refusons le budget d'urgence. Nous nous sentons fortifiés dans notre attitude en regardant vers l'Est, où la révolution vient de s'accomplir, avec la collaboration dirigeante de la socialdémocratie. Nous pouvons en attendre les meilleurs effets sur le développement pacifique et civilisateur de l'Europe.

Nous serions indignes de nos camarades russes, qui ont accompli cette chose grandiose, si nous voulions sacrifier à ce même militarisme, dont l'allié intime est tombé dans leur pays avec leur aide. Nous avons confiance que, dans l'avenir comme maintenant déjà, ils vont faire valoir l'influence qu'ils ont acquise par cette puissante révolution en faveur d'un programme de paix débarrassé de toutes les revendications impérialistes, qui rapprochera effectivement les peuples de la fin de cette guerre meurtrière. Notre vote est un salut à leur adresse, comme à tous ceux qui tiennent, dans les différents pays, à la politique internationale du prolétariat. La politique de l'impérialisme et du militarisme a donné au monde la guerre la plus meurtrière que l'histoire ait connue. Seule une politique telle qu'elle est demandée et défendue par le socialisme international peut apporter la paix au monde.

Bombardement aérien de Fribourg-en-Brisgau

Comme suite aux attaques par des sous-marins allemands contre des navires-hôpitaux britanniques en directe et flagrante contradiction avec la convention de la Haye n° 10, une importante escadrille composée d'aéroplanes anglais et français a exécuté un bombardement de représailles sur la ville de Fribourg-en-Brisgau le samedi 14 avril.

De nombreuses bombes ont été jetées avec de bons résultats.

En dépit de plusieurs combats avec des aéroplanes ennemis, nos appareils, sauf trois, sont rentrés indemnes.

La *Strasburger Post* annonce que le bombardement, outre les pertes de vies humaines, a causé des dégâts aux bâtiments de la ville.

L'Intervention américaine

Appel de M. Wilson à ses concitoyens

Voici le texte de l'appel que M. Wilson adresse à ses concitoyens. Nous le reproduisons intégralement, avec le passage du début que nous avons publié dans notre Dernière Heure d'hier :

L'entrée de notre bien-aimé pays, pour la démocratie et les droits de l'humanité, dans la guerre sérieuse et terrible qui ébranle le monde, crée tant de problèmes pour la vie et la ligne de conduite nationales, problèmes qui demandent à être pris en considération et réglés immédiatement, que j'espère que vous me permettrez de vous adresser quelques paroles d'avis sérieux en vous demandant de les bien peser.

Nous mettons rapidement notre flotte sur le pied de guerre et nous sommes sur le point de créer et d'équiper une grande armée; mais ce ne sont là que de simples parties de la grande tâche à laquelle nous devons nous consacrer. Il n'y a pas seulement de l'égoïsme, pour autant qu'on puisse en juger, dans la cause pour laquelle nous combattons. Nous combattons pour ce que nous désirons et croyons être les droits de l'humanité et un avenir de paix et de sécurité dans le monde.

Pour accomplir cette grande œuvre dignement et avec succès, nous devons nous consacrer à sa réalisation sans aucune considération de profits ou d'avantages matériels, et avec l'énergie et la compréhension qui s'élèvent au niveau de l'entreprise elle-même.

Nous devons pleinement comprendre combien grande est notre tâche, combien de choses et combien d'éléments différents de sacrifices elle implique. Voilà donc les choses que, outre la lutte, il nous faut faire et bien faire, choses sans lesquelles le combat seul serait inutile. Nous devons produire la nourriture, non seulement pour nous-mêmes, pour nos armes et nos marins, mais également pour une grande partie des populations des nations avec qui nous faisons maintenant cause commune, à l'aide desquelles et aux côtés desquelles nous allons combattre.

Nos chantiers de construction devront fournir des bâtiments par centaines pour transporter par delà les mers, qu'ils y rencontrent ou non des sous-marins, tout ce qui est nécessaire pour équiper nos forces de terre et de mer et pour suffire à leurs besoins, ainsi que les nombreuses matières premières et la machinerie dont nos alliés ont pu disposer jusqu'ici, mais qu'il faudra leur fournir dorénavant.

Le besoin primordial de notre pays et des nations avec lesquelles nous coopérons